

# E-Journal



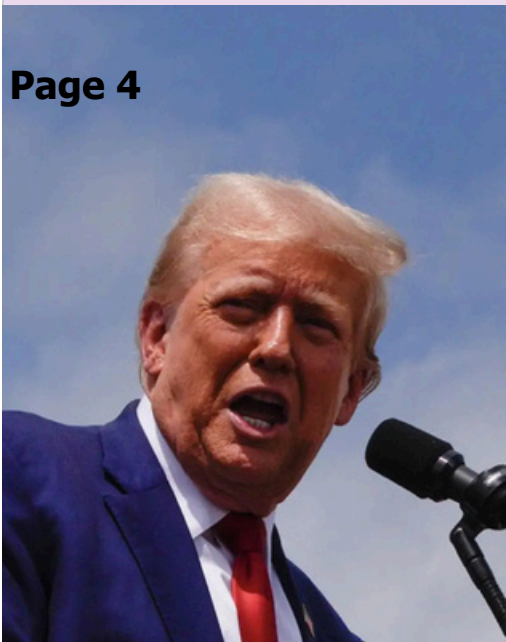
# KINSHASA

Bi hebdomadaire d'informations générales, des programmes TV, Radio et publicité  
11ème Année - Nouvelle Série - n° 356 du 5 novembre 2024  
Fondateur : EALE IKABE - Directeur de publication : Herman Bangi Bayo  
Prix : 3.000fc Site web : [www.e-journal.info](http://www.e-journal.info)

Autorisation  
de paraître  
04MP 002995

## Les premières projections donnent Donald Trump Vainqueur de L'élection

Page 4



Donald Trump a remporté trois swing states et reste favori dans tous les autres ce mercredi matin : les résultats de l'élection présidentielle américaine pourraient être pliés rapidement si la tendance se confirme

• Les résultats encore partiels de l'élection américaine placent Donald Trump nettement en tête. L'évolution des résultats est à suivre dans la carte des USA, qui figure en tête de cet article. Pour l'heure, Donald Trump est sûr d'avoir 267 grands électeurs, Kamala Harris 224 sur les 270 nécessaires à la victoire.

## Le procès du détournement de fonds pour les forages débute, Nicolas Kazadi absent !

La Cour de cassation siégeant en matière répressive en appel, appellera à son audience publique du lundi 4 novembre 2024 à 09 h 30 l'affaire suivante : Ministère public contre Messieurs Kasenga Mulenga Mike Etienne et Rubota Masumbuko François (Tous en détention préventive à la prison centrale de Makala)", peut-on lire dans ce communiqué.

Page 6

## Le Real Madrid sombre face à l'AC Milan, Mbappé encore en échec



## Grève des pharmaciens à Kinshasa : le gouvernement provincial appelle les grévistes au dialogue

Page 9

## Quincy Jones, un géant de la musique ayant travaillé avec

Page 7



Michael Jackson et Frank Sinatra, est mort

## Congo Airways sort du mode avion le 10 novembre

Page 3



Ce journal est disponible et à l'œil sur notre site [www.e-journal.info](http://www.e-journal.info)



## LE « CHANGEMENT » DE LA CONSTITUTION N'EST PAS UNE PRÉOCCUPATION ACTUELLE DES CONGOLAIS

Aucun intellectuel africain – aucun –, encore moins congolais – n'a à ce jour inventé autre régime politique en dehors de ceux produits par les Occidentaux (régime présidentiel, régime parlementaire ou semi-parlementaire). Aucun n'a non plus produit une ébauche d'une prétendue démocratie « à l'africaine » dont les valeurs seraient différentes de celles de la démocratie « occidentale » dont la LIBERTÉ est la valeur cardinale. La commission que Félix Tshisekedi envisage d'installer, appelée à élaborer une nouvelle Constitution, ne produira rien de nouveau sous le soleil. Il y aura toujours un gouvernement qui gouvernera, un parlement qui votera les lois et des cours et tribunaux qui diront le droit.



Changer par exemple les termes « souveraineté permanente » sur le sol et sous-sol en « propriété » sur le sol et le sous-sol, le nombre et la durée du mandat du président de la République, augmenter ou réduire le nombre des provinces ou des autres entités administratives, garder ou supprimer le Sénat, avoir ou non un vice-président de la République, maintenir l'exclusivité de la nationalité congolaise ou la détenir concurrentement avec d'autres nationalités, conclure par le Congo des accords d'abandon partiel de souveraineté dans le cadre d'adhésion à une communauté internationale, élire les autorités politiques au suffrage universel direct ou indirect, nommer les gouverneurs de provinces ou les élire ne seront pas des innovations, des inventions congolaises, ni en idées ni en mots. Les membres de la future commission, qui seront certainement triés sur le

volet par...Félix Tshisekedi, auront difficile à établir la liste de nos « réalités congolaises » à mettre dans la future Constitution. Nos réalités actuelles, ce sont les louanges du président de la République, le tribalisme, le népotisme, la corruption, les détournements, la polygamie, l'impunité, l'obsession de l'argent, les enrichissements sans causes, les passe-droits, les haines ethniques, les bars et les églises à foison dont les bruits empêchent toute concentration intellectuelle et paisible repos, nos femmes qui préfèrent les cheveux lisses qui pendent jusqu'au bas du dos en singerie des femmes blanches, l'incompétence de beaucoup de gestionnaires publics, l'abaissement inquiétant de la qualité de l'enseignement et du niveau intellectuel des

Congolais, les biens dotaux de plus en plus exorbitants exigés par les parents des fiancées à leurs futurs gendres, le port à la mode de la cravate et du gilet (costume trois pièces) inventés en Europe pour protéger le cou et le thorax contre le froid hivernal et donc inappropriés à notre climat caniculaire, les plats européens prisés par l'élite congolaise fortunée, le français davantage parlé dans les familles des parents lettrés, etc. Sont-ce ces « réalités congolaises », nos « bonnes » manières de vivre, nos « traditions » que l'on ne trouve pas codifier dans l'actuelle Charte nationale et qu'il faudra insérer dans notre rêvée Constitution à écrire AU Congo et PAR les Congolais ?

Que Félix Tshisekedi et son gouvernement se concentrent sur les nombreuses préoccupations importantes et urgentes des Congolais. Le « changement » de la Constitution n'en est pas une.

Wina LOKONDO

### Affaire sodomie à l'ANR:

## La RDC poursuit Jacky Ndala pour propagation de « faux bruit »

Le patriote résistant, Jacky Ndala est invité, à comparaître, ce mardi 5 novembre devant le tribunal de Paix de Kinshasa/Kinkole. La citation directe qui émane de la République démocratique du Congo, lui a été adressée, le 1er novembre dernier. Il lui est reproché d'avoir tenu sur les réseaux sociaux des propos incriminant l'ANR (Agence nationale de renseignement) de l'avoir sodomisé. La citation directe reprise est la suivante : « ...un groupe de gens sont arrivés dans ma cellule et m'ont demandé de remettre le masque, j'ai refusé et j'ai trouvé que c'était suspect. Ils sont répartis pour revenir après et rouvrir la cellule et me brutaliser.

Sincèrement, je n'ai pas compris ce qui se passait ce jour-là, en ce moment, je ne comprenais pas. Ils m'ont donné des coups, ils m'ont violenté, ils m'ont sodomisé et le matin, je ne comprenais pas, en fait, je ne réalisais pas, je ne sais pas si j'étais drogué ou j'étais hypnotisé; je me suis réveillé sans comprendre ce qui se passait. J'étais dans un état déplorable, une humiliation incroyable, j'ai laissé mon honneur dans cette cellule... Mais à ma grande surprise, c'est cette dame (ndlr Denise Dusauchoy) qui sort dans une vidéo, faisant des déclarations se vantant d'être le commanditaire de cette action, avoir payé de l'argent à nos services

de sécurité pour me foutre la honte. Je ne mérite pas ça, je suis dans l'obligation de rompre le silence; je ne le fais pas pour moi,

une infraction de propagation des faux bruits, et causent énormément préjudice ". Le pays demande au tribunal de condamner



mais pour de nombreux congolais qui sont peut-être passés par là, qui ne savent pas affronter cette réalité ... ». D'après ce document, " ces déclarations sont fausses et constituent

le prévenu au maximum de peine prévu par la loi et 1000 dollars USD de dommages-intérêts. Toutefois, les avocats de Jacky Ndala alertent sur l'état de santé dégradant de leur client.

En attendant, le procès opposant Denise Dusauchoy Mukendi et l'opposant Jacky Ndala se poursuit à la prison centrale de Makala. Denise Dusauchoy est poursuivie pour plusieurs infractions dont les injures publiques, imputations dommageables et arrestations arbitraires. Elle avait dans une vidéo, affirmé avoir instruit le viol de Jacky Ndala, lors de sa détention dans les locaux de l'ANR.



## Congo Airways sort du mode avion le 10 novembre

La compagnie nationale congolaise, reprend les vols ce dimanche 10 novembre, selon un communiqué de service qui circule depuis près d'une semaine. Cette reprise de service est la résultante des efforts conjugués particulièrement par le chef de l'État, la Première ministre et le VPM en charge des transports.

Dans un communiqué publié le 31 octobre 2024, en effet, la direction générale de Congo Airways a remercié plusieurs personnalités et institutions qui ont joué un rôle clé dans cette relance, notamment la Première ministre ainsi que le vice-Premier ministre, ministre des Transports et des Voies de Communications, et le ministre du Portefeuille. Elle a aussi salué certaines contributions dont celle de la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS), sans oublier les sacrifices remarquables consentis par tout le personnel.



Près de 4 avions d'ici décembre

Lors du briefing presse du lundi 14 octobre 2024, le ministre du Portefeuille, Jean-Lucien Bussa, avait annoncé l'arrivée de trois avions pour Congo Airways en perspective de la reprise des activités avant décembre 2024. Selon Jean-Lucien Bussa, le premier

avion de location devrait atterrir à Kinshasa entre le 6 et le 7 novembre prochain. Il sera suivi d'un autre avion de location, avant un A319 acquis sur fonds propres du gouvernement.

« Concernant Congo Airways, je dois vous assurer que ça change et très bientôt nous allons avoir des résultats.

Entre le 6 et le 7 novembre, le premier avion de location arrive », avait assuré Bussa Tongba. Il avait annoncé une rencontre à Paris au courant de cette semaine-là, entre une délégation conduite par le directeur général a.i de Congo Airways et les dirigeants de Air France pour la location de deux moteurs. « Si c'est conclu, nous allons avoir en novembre deux avions », a déclaré le ministre du Portefeuille avant d'ajouter : « Je voudrais aussi dire qu'avant décembre, nous aurons un A319 qui va être acquis et qui sera mis à la disposition de Congo Airways. La perspective avant décembre est que nous aurons au moins trois avions. La perspective en 2025 est que la flot va encore s'améliorer. JDW

## Les pays d'Afrique central invités à s'engager dans la formation et la création d'emplois pour les jeunes

L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a ouvert la 17ème réunion de l'équipe multidisciplinaire en Afrique centrale (MDT) sous le thème « le potentiel de l'écosystème agroalimentaire en Afrique centrale ». Lors de la première journée, le potentiel agricole de l'Afrique centrale et la main d'œuvre jeune ont été mis en exergue. Les pays de la sous-région devront s'investir dans la formation et la création d'emplois pour la jeunesse qui représente environ 70% de la population active. La cérémonie du lancement de ces assises de trois jours a été présidée par la première ministre de la RDC, ce lundi 4 novembre 2024, à Kinshasa.

« Cette rencontre se tient au lendemain du forum mondial de la jeunesse tenu à Rome, où nous avons rappelé le droit à l'alimentation suffisante et accessible. La FAO s'investit dans cette mission d'accompagner la sécurité alimentaire des populations chaque jour et partout dans le monde », a informé Mravili Athman, Coordonnateur sous régional de la FAO en Afrique centrale. « Le potentiel de la RDC incarne notre avenir. Pour réussir à exploiter ce potentiel, il faut conclure des partenariats stratégiques. Nous voulons de cette réunion une plateforme de mouvements et actions permanentes.

Présidée par la Première Ministre du gouvernement de la RDC, Judith Suminwa, cette réunion a mobilisé une centaine de participants d'Afrique et d'ailleurs en vue d'échanger sur les différentes thématiques dont le renforcement de la résilience des systèmes de production, la gestion durable des ressources naturelles pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle, les innovations et technologies agricoles émergentes pour accroître la productivité et la résilience des systèmes agro-alimentaires.

« Cette réunion marque un tournant décisif de l'agriculture en Afrique centrale. C'est le moteur d'un développement durable », a déclaré la première ministre de la RDC, Judith Suminwa Tuluka. Elle a par ailleurs insisté sur la formation et l'emploi des jeunes comme une priorité pour le développement de ce secteur. « Le gouvernement de la RDC réitère son engagement à éliminer la faim, promouvoir le secteur alimentaire et en faire un véritable levier de développement. » A-t-elle renchéri.



La FAO a, au cours de l'ouverture de cette réunion, déploré le fait que 20 ans après le protocole de Maputo signé en 2003, au cours de laquelle l'Union africaine avait résolu de mettre en œuvre le programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA), où les pays s'étaient engagés à allouer au moins 10% de leurs ressources budgétaires nationales au développement agricole et rural. Mais, l'Afrique en générale et la RDC en particulier demeurent accablées par la famine. Pourtant, ce cible dudit protocole est une référence pour évaluer si les gouvernements africains sont assez engagés en faveur de l'amélioration de leur agriculture.

« Cette question est d'une importance capitale pour la région et particulièrement pour la RDC à cause de sa position de pays solution. Elle est la solution aux problèmes globaux en termes de réchauffement climatique. Avec ses vastes terres arables et ses importantes ressources en eau, elle représente un potentiel agricole. Mais ce potentiel reste largement inexploité et la majeure partie de la population connaît une insécurité alimentaire aiguë », a déploré le coordonnateur résident et des opérations humanitaires de la Monusco en RDC, Bruno Lemarquis.

Cette rencontre permet donc d'analyser l'état actuel de l'écosystème agro-alimentaire de la sous-région, en vue de suggérer des solutions inclusives, résilientes et durables qui tiennent compte du contexte et des réalités de 9 pays membres d'Afrique centrale. Selon le Commissaire en charge de l'agriculture et de l'environnement à la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC), l'Afrique centrale a un vaste potentiel qui n'est pas suffisamment exploité. C'est la raison de cette réunion chaque année pour réfléchir ensemble. « Nous ne cesserons de le dire, toutes les problématiques sont interconnectées. Tous les acteurs devraient travailler ensemble pour trouver des solutions. Il y a nécessité de garantir une sécurité alimentaire en Afrique centrale. La CEEAC est consciente qu'il n'y a pas d'intégration régionale en Afrique sans une agriculture performante. » A indiqué Honoré Tabuna, au nom du Président de la commission de la CEEAC.

Notons que les objectifs de cette 17e réunion annuelle sont entre autres, présenter une vue d'ensemble de l'écosystème agro-alimentaire de la sous-région ; discuter des opportunités et des défis à relever ; réfléchir sur les financements publics et privés ; proposer des synergies et des cadres de partenariat multi-acteurs qui permettent d'explorer des nouvelles opportunités dans ce secteur et créer des mécanismes et profils de nouveaux acteurs que requiert ce nouveau contexte.

La RDC détient 80% de terres arables mais un quart de sa population continue d'être confrontée à une faim aiguë, selon la dernière analyse du Cadre de classification Intégrée sur la sécurité alimentaire (IPC), publié par la FAO en octobre 2024. D'où, la nécessité de créer des approches innovantes afin d'orienter les stratégies pour tracer des nouvelles voies en vue d'obtenir la clé d'une sécurité alimentaire durable.

Sarah MANGAZA



# Vers une bataille judiciaire entre le camp de Trump et de Harris

Alors que les Américains votent, la bataille ne se joue pas seulement dans les urnes, mais aussi sur le terrain judiciaire. Donald Trump et ses partisans, convaincus d'avoir été dépossédés en 2020, préparent une contestation juridique visant à remettre en cause le processus électoral. En face, les démocrates se mobilisent pour contrer cette offensive sans précédent.

Le candidat républicain Donald Trump, lors d'un meeting, le 4 novembre 2024, à Raleigh, en Caroline du Nord.

Au-delà du vote en lui-même, une âpre bataille judiciaire a déjà commencé en coulisses entre le camp de Donald Trump et celui de Kamala Harris pour remporter l'élection présidentielle américaine de ce 5 novembre. "Donald Trump et ses partisans n'ont jamais accepté leur défaite de 2020 et ils considèrent que la précédente élection leur a été volée", souligne à l'antenne de France 24 Corentin Sellin, professeur agrégé d'Histoire, spécialiste des États-Unis. "Aussi, Donald Trump a décidé de préparer cette fois-ci, en amont, une contestation juridique très intense de l'élection".

Après sa défaite il y a quatre ans, Donald Trump avait engagé une soixantaine de procédures judiciaires dans plusieurs États pour contester les résultats, alléguant une fraude généralisée. Mais aucune n'avait abouti. Cette expérience a conduit son équipe à affiner son approche pour 2024, selon Olivier Richomme, expert en droit électoral et professeur d'Histoire américaine à l'Université Lyon 2. "Trump dispose d'une armée d'avocats, coordonnée par son conseiller politique Stephen Miller", explique le chercheur. "Ils ont déjà entamé des poursuites bien avant l'élection et ont l'intention de continuer après."



140 millions de dollars pour financer la bataille judiciaire Aux États-Unis, ce sont les États qui décident de l'organisation des élections et chacun dispose de ses propres règles. D'où la possibilité de multiplier les recours. Parmi les actions engagées, en Pennsylvanie, les républicains ont tenté de faire proscrire le vote par correspondance pour les militaires revenants de l'étranger. Tandis que dans le Nevada, ils ont voulu faire interdire des bulletins postaux retardataires.

La plupart du temps, ces recours sont rejetés par la justice, mais ils s'inscrivent dans une stratégie du parti de Donald Trump, explique à France info l'avocat américain Henry Chalmers. Entre 2020 et août 2024, plus de 120 actions en justice ont été intentées par le parti républicain dans 26 États afin de contester certaines règles électorales.

S'inscrivant dans la même stratégie, en avril, les conservateurs américains ont lancé une initiative inédite par son ampleur dans l'histoire des États-Unis : le programme "d'intégrité électorale". Un projet financé à hauteur de 140 millions de dollars par "un réseau secret de donateurs républicains et de milliardaires conservateurs", révèle le Wall Street Journal qui cite plusieurs noms.

Ce programme, poursuit le journal américain, soutient une cinquantaine de groupes "qui ont passé au crible les inscriptions sur les listes électorales à une échelle industrielle et se sont efforcés de trouver des moyens pour ralentir le décompte des voix, de noyer les responsables électoraux locaux sous la paperasse et les poursuites judiciaires, et d'élire des politiciens, au niveau local et national, partageant les mêmes idées, afin qu'ils soutiennent les efforts visant à contester le vote".

La multiplication des recours peut en outre permettre aux républicains de gagner du temps et de favoriser ainsi la saisine par la Chambre des représentants, estime l'avocat Henry Chalmers interrogé par France info. "Je pense que la stratégie du camp Trump est de créer tellement de querelles judiciaires que la Chambre des représentants récupère l'élection". En cas d'égalité parfaite entre les deux candidats, la Constitution prévoit que la Chambre des représentants tranche. Or cette instance est dominée par les républicains.

### Le doute instillé dans la tête des électeurs

En parallèle, sur le terrain, le candidat Donald Trump s'est efforcé depuis le début de la campagne de jeter le doute sur le processus électoral, auquel il

Lors de ses meetings également, Donald Trump a exhorté ses partisans à se préparer à une victoire, répétant à l'envie qu'une défaite serait le fait de fraudes. Samedi, lors d'un rassemblement devant ses partisans à Greensboro, en Caroline du Nord, il les a encouragés à "garder les yeux ouverts" parce que ces gens [les démocrates] veulent tricher, et ils trichent".

Utilisant les réseaux sociaux, le candidat n'a pas manqué non plus de relayer des allégations d'irrégularités. Fin octobre, il s'est fait l'écho d'une fake news d'origine russe sur une prétendue fraude électorale sur des bulletins de vote anticipé en Pennsylvanie, l'un des États clés du scrutin.

Des accusations qui ont fait réagir les autorités locales. "En 2020, Donald Trump a attaqué nos élections à maintes reprises. Il essaie maintenant d'utiliser le même scénario pour attiser le chaos, mais écoutez-moi bien : nous aurons à nouveau des élections libres et équitables, sûres et sécurisées - et la volonté du peuple sera respectée.", a voulu rassurer sur X le gouverneur démocrate de Pennsylvanie, Josh Shapiro.

Des enquêtes ont montré que la fraude électorale est en fait assez rare. Un audit complet des élections dans l'État américain de Géorgie, publié le mois dernier, avait révélé que seuls 20 "non-citoyens" avaient tenté de s'inscrire sur les listes électorales, sur un total de 8,2 millions d'électeurs inscrits ; 156 autres ont été signalés en vue d'une enquête plus approfondie. Mais le doute a déjà été instillé dans la tête des électeurs acquis à Donald Trump, explique Olivier Richomme. Les années passées par l'ex-chef d'État à remettre en cause le processus électoral ont causé des dommages irréparables dans la confiance du public.

"Nous constatons qu'une partie croissante de l'électorat se méfie des élections". Et désormais c'est une grande partie du parti républicain qui reprend sa rhétorique.

Près de la moitié des candidats républicains au Congrès ou à des postes à responsabilité à l'échelle locale remettent publiquement en question l'intégrité des élections. À l'instar de Brian Babin, élu à la Chambre des représentants de l'Illinois, qui a récemment publié un message sur X, affirmant que "les États démocrates refusent de nettoyer les listes électorales, comptent les étrangers dans les recensements et utilisent les frontières ouvertes de Harris pour remplacer les électeurs américains afin de détenir une majorité perpétuelle".

Les démocrates se préparent Face aux fakes news et à l'avalanche de procédures juridiques en cours et à venir, les démocrates ont eux aussi embauché une équipe de milliers d'avocats pour répondre aux contestations déposées par les équipes de Donald Trump.

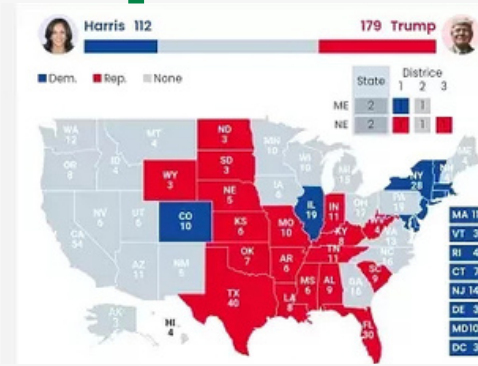
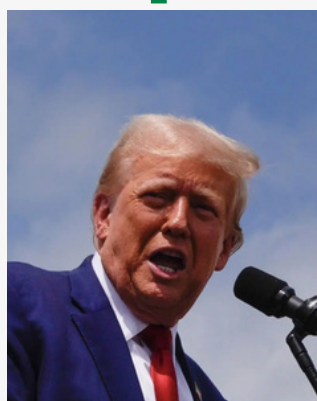
Toutefois, en cas de victoire du républicain, ils ont fait savoir qu'ils s'abstiendraient de remettre en cause les résultats. Comme le souligne Olivier Richomme, "ce n'est pas dans la tradition des démocrates, et ils ont fait campagne contre de telles actions lorsque Trump le faisait. Ils ont clairement fait savoir qu'ils pensent que le système électoral fonctionne de manière efficace".

Mais quel que soit le résultat, cette élection aura probablement un impact significatif sur les institutions démocratiques américaines, note le chercheur qui estime que les dommages causés par la rhétorique de Donald Trump risquent de perdurer longtemps après le dépouillement des votes.

# Les premières projections donnent Donald Trump Vainqueur de L'élection

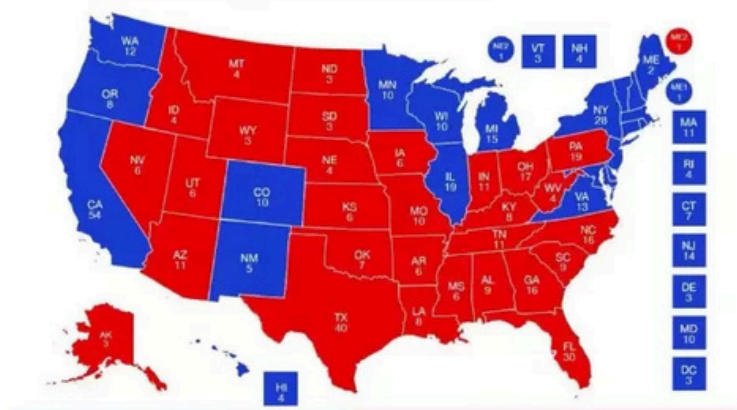
Les électeurs américains vont devoir départager Kamala Harris et Donald Trump dans un scrutin qui s'annonce particulièrement serré.

Les premières projections donnent Donald Trump Vainqueur de L'élection Présidentielle Américaine



## Trump Projected to Retake White House

With an advantage in the majority of this year's top battleground states, Donald Trump leads in RCP's No Toss-Up Map on the morning of the 2024 Presidential Election.



251 Harris		287 Trump			
STATE	DATE	RECENT POLLS	TRUMP (R)	HARRIS (D)	RCP AVERAGE
Arizona	10/20 - 11/4	10	49.1	46.3	Trump +2.8
Nevada	10/20 - 11/4	10	48.2	47.6	Trump +0.6
Wisconsin	10/16 - 11/4	14	48.2	48.6	Harris +0.4
Michigan	10/24 - 11/4	12	47.8	48.3	Harris +0.5
Pennsylvania	10/18 - 11/4	19	48.5	48.1	Trump +0.4
North Carolina	10/22 - 11/4	11	48.7	47.5	Trump +1.2





## Trump écrase le match, une remontada d'Harris relève du miracle

Donald Trump a remporté trois swing states et reste favori dans tous les autres ce mercredi matin : les résultats de l'élection présidentielle américaine pourraient être pliés rapidement si la tendance se confirme

- Les résultats encore partiels de l'élection américaine placent Donald Trump nettement en tête. L'évolution des résultats est à suivre dans la carte des USA, qui figure en tête de cet article. Pour l'heure, Donald Trump est sûr d'avoir 267 grands électeurs, Kamala Harris 224 sur les 270 nécessaires à la victoire.

- Le républicain est le grand favori désormais, il est donné en tête dans les 7 Swing States et a déjà officiellement remporté la Pennsylvanie, la Caroline du Nord et la Géorgie. Si la victoire n'est pas encore officielle, une remontada de Kamala Harris paraît très difficile.

- Donald Trump a pris la parole depuis Mar-a-Lago, en Floride, et a annoncé sa victoire à l'élection présidentielle américaine avec que celle-ci soit officielle. "Je remercie les électeurs de m'avoir élu comme le 47e président des Etats-Unis", a-t-il déclaré se targuant d'avoir "315 grands électeurs". Pour l'heure, le républicain compte 167 grands électeurs sur 270. Les trois manquants pourraient être obtenus ce mercredi avec les résultats des Etats restants.

- Kamala Harris a quitté son QG de campagne vers minuit et ne prendra pas la parole ce soir, mais plutôt mercredi aux Etats-Unis, soit en fin de journée à l'heure française.

- Les "chances de victoire" calculées par le New York Times sur un modèle reposant sur les sondages sortis des urnes puis sur les résultats partiels aux USA, sont en faveur de Donald Trump. Il a ce matin 90% de probabilités de gagner.

### 09:26 - Une augmentation de vote hispanique en faveur de Donald Trump

Selon des sondages relayés par Reuters, Donald Trump a remporté 45% des voix des électeurs hispaniques à l'échelle nationale, c'est moins que Kamala Harris qui a concentré 53% de cet électoral, mais c'est bien plus que ce qu'avait fait le candidat républicain en 2020 : il a gagné 13% auprès de cet électoral. Pourtant, la campagne de Donald Trump, notamment les dernières semaines, ont été marquées par des sorties racistes à destination de cette population et de l'île de Porto Rico.



### 09:19 - Les résultats de la présidentielle pas encore définitifs, mais irrattrapables

Il manque toujours trois grands électeurs à Donald Trump pour que sa victoire soit totale et encore un poignée d'Etats, dont quatre swing states, n'ont pas rendu leurs résultats. Mais les tendances sont claires et sans appel : il suffit que le candidat remporte un Etat pour s'imposer, or il est en mesure de gagner l'élection dans tous les Etats restants selon les résultats partiels dans chaque territoire et après le dépouillement de plus de trois quarts des voix.

### 09:13 - La victoire de Donald Trump reconnue par Emmanuel Macron

Donald Trump n'a pas officiellement gagné, mais sa victoire ne fait plus de doute. Si bien qu'Emmanuel Macron a félicité le candidat républicain pour son retour à la Maison Blanche. "Félicitations président Donald Trump", a écrit Emmanuel Macron sur le réseau social X ajoutant :

"Prêt à travailler ensemble comme nous avons su le faire durant quatre années".

09:01 - Donald Trump a-t-il vraiment gagné le vote populaire ?

"Nous avons gagné le vote populaire" a assuré Donald Trump durant son discours. Il est trop tôt pour l'affirmer puisque tous les votes n'ont pas été dépouillés, mais selon les dernières estimations l'écart de voix entre Trump et Harris pourrait grimper jusqu'à 5 millions d'électeurs, en faveur du candidat républicain. C'est une surprise au vu des estimations des différents médias pendant la campagne et d'une élection qualifiée de "plus serrée de l'histoire", par certains d'entre eux.

08:55 - Kamala Harris remporte le Minnesota

La victoire de Kamala Harris se confirme dans le Minnesota ce qui permet à la candidate démocrate de remporter 10 sièges supplémentaires. Elle n'est toutefois qu'à 224 sièges contre 267 pour Donald Trump, sachant qu'elle n'est pas la favorite dans les swing states restants.

08:46 - "Nous avons 315 grands électeurs" compte Donald Trump à l'avance

Donald Trump indique avoir remporté 315 électeurs, soit bien plus que les 270 nécessaires pour remporter le scrutin. Mais à l'heure où Donald Trump fait ses déclarations il ne compte que 267 grands électeurs après sa victoire en Pennsylvanie. Il pourrait cependant en obtenir plus si les tendances observées dans le dépouillement des votes dans les Etats restants, notamment quatre swing states. S'il remporte ces quatre Etats, le Michigan, le Wisconsin, l'Arizona et le Nevada, Donald Trump pourrait avoir 309 grands électeurs.

08:35 - Donald Trump annonce sa victoire à Mar-a-Lago

Quelques minutes après l'annonce de sa victoire en Pennsylvanie, Donald Trump est monté sur scène au congrès de Mar-a-Lago en Floride pour officialiser sa victoire devant ses partisans. "Aujourd'hui nous écrivons l'histoire (...). Je remercie les électeurs de m'avoir élu comme le 47e président des Etats-Unis", a-t-il déclaré se targuant d'avoir remporté plusieurs Etats clef, dont certains n'ont pas encore donné leur résultat définitif comme le Michigan ou le Wisconsin, malgré l'avance de Donald Trump. Le candidat républicain a aussi assuré avoir remporté le vote populaire, information pas encore confirmée mais qui si elle s'avère vraie marquerait une première pour l'homme qui est à sa troisième campagne présidentielle.

08:13 - Et de 3 swing states ! Donald Trump vainqueur en Pennsylvanie

La victoire de Donald Trump est confirmée en Pennsylvanie par CNN, d'autres médias comme le New York Times et AP devraient suivre. Cette victoire était annoncée depuis près d'une heure au regard de l'avance du candidat républicain sur 95% des votes dépouillés, elle semble trop importante pour être rattrapée par Kamala Harris avec le vote démocrate qu'elle attendait dans les grandes villes.

08:01 - Fox News annonce que Donald Trump est le 47ème président des Etats-Unis

Donald Trump est en bonne voie pour remporter l'élection présidentielle, mais rien n'est fait jusqu'à l'annonce des résultats définitifs dans l'ensemble des Etats, notamment des swing states. Pour autant la chaîne conservatrice américaine Fox News, qui a soutenu Donald Trump durant la campagne, a annoncé que le candidat républicain était le 47ème président des Etats-Unis sans attendre l'officialisation des résultats et l'obtention des 270 grands électeurs nécessaires pour l'emporter.

07:56 - Harris remporte quatre nouveaux électeurs, Trump en prend un de plus

Kamala Harris a remporté le New Hampshire et ses quatre grands électeurs ce qui porte son score à 214 voix, tandis que Donald Trump a remporté le cinquième et dernier grand électeur du Nebraska, un des seuls deux Etats à répartir ses grands électeurs. Dans cet Etat s'est tout de même Donald Trump qui s'est imposé avec quatre districts remportés sur cinq.

07:44 - Plusieurs signes favorables à une victoire de Trump en Pennsylvanie

Le dépouillement avance en Pennsylvanie avec près de 95% des votes dépouillés et Donald Trump est en tête avec 51% des suffrages exprimés contre 48% pour Kamala Harris. Les votes manquants sont ceux des grandes villes comme Philadelphie et Pittsburgh, celles sur lesquelles comptait le camp démocrate pour l'emporter. Toutefois l'écart semble difficile à rattraper. D'autant que d'autres signes sont favorables à Donald Trump : son arrivée en tête dans le comté de Northampton et celui d'Erie, qui se colore habituellement de la couleur du gagnant dans l'Etat de Pennsylvanie.

07:36 - Le grand chelem des swing states se dessine pour Donald Trump

Donald Trump qui a déjà remporté deux des sept swing states, la Géorgie et la Caroline du Nord, est également en tête dans les cinq autres Etats clés. La Pennsylvanie pourrait donner de nouveau résultat sous peu alors que sur près de 95% des votes dépouillés le candidat républicain est en tête avec 51% des suffrages contre 48% pour Kamala Harris.

07:27 - Donald Trump peut-il remporter le vote populaire ?

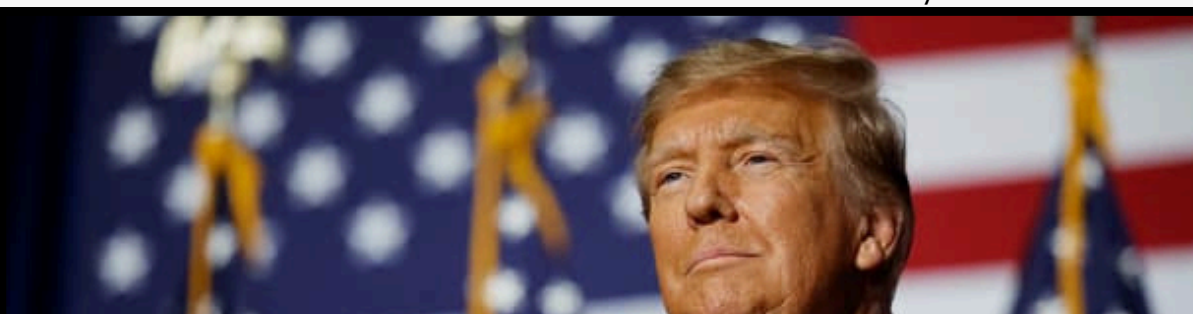
Le système électoral américain, qui fonctionne par suffrage universel indirect, fait qu'un candidat peut remporter l'élection présidentielle sans obtenir la majorité des voix des électeurs. C'est ce qui s'était passé en 2016 avec la victoire de Donald Trump qui avait obtenu la majorité des grands électeurs sans obtenir la moitié des voix exprimées par les électeurs américains. C'est la démocrate Hilary Clinton qui avait remporté ce qu'on appelle le vote populaire. Le camp démocrate a d'ailleurs souvent gagné le vote populaire, même lorsqu'il a été privé de victoire à la Maison Blanche. Mais en 2024, l'avancement du dépouillement laisse penser qu'une victoire de Donald Trump dans le vote populaire, en plus d'une victoire auprès des grands électeurs, est possible.

07:12 - Un résultat imminent et décisif en Pennsylvanie ?

La Pennsylvanie pourrait être le prochain swing state à donner les résultats de l'élection présidentielle alors que plus de 90% des votes ont été dépouillés. Des votes qui donnent largement l'avantage à Donald Trump pour l'heure et qui pourraient, si la tendance se confirme, octroyer la victoire au candidat républicain. Si Donald Trump remporte la Pennsylvanie, il gagnera 19 grands électeurs et sera quasiment assuré d'une victoire puisque Kamala Harris a besoin de remporter la Pennsylvanie, le Michigan et le Wisconsin pour remporter le scrutin.

07:00 - Donald Trump remporte un deuxième Etat clé : la Géorgie

La Géorgie est officiellement rouge ont annoncé le New York Times, CNN et l'agence AP. Seuls les résultats d'Atlanta manquaient à l'appel et pouvaient faire basculer le vote en faveur de Kamala Harris, mais ils n'ont pas suffi. Cette victoire est importante pour le républicain qui récupère cet Etat qui avait voté pour Joe Biden en 2020. Avec cet Etat, Donald Trump passe à 246 grands électeurs sur les 270 nécessaires pour gagner.





Justice :

## Le procès du détournement de fonds pour les forages débute, Nicolas Kazadi absent !

Kinshasa, 04 novembre 2024- Ce lundi, la Cour de cassation se réunira à la prison centrale de Makala pour entamer un procès qui pourrait faire trembler les fondations de la gouvernance. Deux personnalités publiques, l'ex-ministre du Développement rural François Rubota et Mike Kasenga, dirigeant du consortium STEVERS Construct – Sotrad Water, seront appelées à répondre à des accusations de détournement de fonds destinés à la construction de forages d'eau. Ce procès est le point culminant d'une enquête qui a mis en lumière des allégations graves de corruption et de gestion douteuse des fonds publics.

“La Cour de cassation siégeant en matière répressive en appel, appellera à son audience publique du lundi 4 novembre 2024 à 09 h 30 l'affaire suivante : Ministère public contre Messieurs Kasenga Mulenga Mike Etienne et Rubota Masumbuko François (Tous en détention préventive à la prison centrale de Makala)”, peut-on lire dans ce communiqué. L'affaire prend racine dans un projet ambitieux : l'installation de 1000 forages et la construction de stations mobiles de traitement d'eau dans tout le pays, avec un budget évalué à près de 400 millions de dollars.

Cependant, deux ans plus tard, des rapports alarmants de l'Observatoire de la dépense publique (ODEP) et de la Ligue congolaise de lutte contre la corruption ont révélé des irrégularités, dont une possible surfacturation et un détournement des fonds alloués. La société civile réclame des comptes et a demandé l'établissement d'un comité de suivi pour éclaircir les zones d'ombre entourant ce projet vital.

Les accusations prennent une tournure encore plus sérieuse avec l'implication d'autres figures politiques, dont l'ancien ministre des Finances Nicolas Kazadi, qui avait déjà exprimé ses préoccupations quant à la gestion financière de ce projet.



En réponse aux allégations, le consortium STEVERS a promis de livrer 239 stations de forage, tout en qualifiant les accusations de surfacturation d'infondées. La tension monte alors que le procureur général, Firmin Mvonde, a pris des mesures pour s'assurer que les accusés ne fuient pas la justice en rendant leur sortie du pays impossible. Ce procès s'annonce comme un véritable test pour la justice congolaise et un moment crucial pour l'intégrité des institutions publiques. La

population, qui avait placé de grands espoirs dans ce projet d'approvisionnement en eau potable, attend avec impatience les révélations qui sortiront de cette audience. La transparence et la responsabilité seront au cœur des débats, alors que le pays cherche à restaurer la confiance dans ses dirigeants et à combattre la corruption à tous les niveaux.

## Détournement des deniers publics en RDC, Le politique cherche à dominer le judiciaire

Le procès opposant Florimond Muteba, président de l'Observatoire de la dépense publique (ODEP), une structure non gouvernementale de lutte contre la corruption en RDC, à Lydie Omanga, membre du conseil d'administration de l'Autorité de régulation des postes et télécommunications du Congo (ARPTC), a débuté ce lundi 4 novembre. Au cœur de cette affaire, une accusation d'imputation dommageable contre Florimond Muteba, qui a dénoncé début août dernier des avantages astronomiques dont bénéficierait le corps dirigeant de l'ARPTC, en termes de salaire.

Lors de la première audience, les avocats de Florimond Muteba ont contesté la régularité de la procédure, mettant en avant des irrégularités dans la signification de la citation. «Les avocats de Monsieur Florimond Muteba ont démontré que le tribunal ne devrait pas être saisi au regard de l'article 59 du code des procédures pénales, qui veut que la signification de la citation soit faite en personne, et qu'elle suive la hiérarchie fixée par la loi, au cas où le concerné n'était pas cité directement », a confié à ACTUALITE.CD Jean-Claude Katende, un des conseils de la partie citée.



Malgré ces arguments, le tribunal a estimé être régulièrement saisi. En outre, les deux parties ont convenu que la prochaine audience ait lieu le 18 novembre prochain, pour leur permettre de préparer leurs moyens de défense. D'autres parts, au-delà de l'aspect juridique de ce procès, c'est une véritable bataille politique qui se joue, selon les avocats de la défense. Pour Jean-Claude Katende, le fait que l'ODEP, sous la direction de Florimond Muteba, a publié à plusieurs reprises des rapports dénonçant des détournements

de fonds publics et les cas de corruption, aurait mis à mal certains intérêts politiques, conduisant à des représailles judiciaires. Pour soutenir cette affirmation, il indique que ce lundi, le tribunal a pris la décision de suspendre l'audience pour consulter des personnes extérieures au procès. Selon lui, cette intervention pourrait laisser penser à une influence politique sur le cours du dossier

Comprendre le dessous du dossier

L'ODEP avait dénoncé lundi 5 août dernier les rémunérations astronomiques à l'ARPTC. Certains du corps dirigeant de cette entreprise publique bénéficieraient d'un salaire mensuel moyen de 340 000 USD par mois par dirigeant, avec des écarts allant de 319 321 à 439 471 USD.

Selon l'ODEP, ce collège dirigeant se serait octroyé des rémunérations atteignant collectivement 2,3 millions USD par an.

Cette structure indiquait par ailleurs que ces dirigeants ont touché 18,6 millions de dollars entre 2021 et 2023, sans compter une « prime de janvier » de l'année en cours, de 3 millions USD versée en début de l'année.

Pour l'ODEP, cette situation est en total déphasage avec la situation dramatique des millions de Congolais déplacés dans l'Est du pays, qui vivent une crise permanente. « Le budget de 19 millions USD consommé en 3 ans par ces 7 dirigeants est celui donné en 4 ans pour aider 7.000.000 des réfugiés intérieurs. Avec 150 FC chacun par année d'aide publique », renseignait le communiqué de l'ODEP.

Bruno Nsaka



## Quincy Jones, un géant de la musique ayant travaillé avec Michael Jackson et Frank Sinatra, est mort

Légende de la musique américaine, Quincy Jones, ancien producteur de Michael Jackson et de Frank Sinatra, est décédé à l'âge de 91 ans, a annoncé lundi son attaché de presse.

Le trompettiste, compositeur et producteur de musique Quincy Jones est mort à l'âge de 91 ans, a annoncé, lundi 4 novembre, Arnold Robinson, son attaché de presse, sans donner de détails.

Ses talents de musicien de studio et ses prouesses en matière d'arrangements lui ont permis de rejoindre la constellation des stars de la musique du XXe siècle. De Frank Sinatra à Michael Jackson, du jazz au hip-hop, Quincy Jones a su suivre le pouls de la pop au cours d'une carrière longue de plus de sept décennies.

### Rencontre avec Quincy Jones, légende de la musique

Né le 14 mars 1933 dans les bas-fonds de Chicago, il s'est fait connaître dans les années 1950 en tant qu'arrangeur pour des stars telles que Duke Ellington, Dinah Washington, Count Basie et la légende Ray Charles. Il a joué de la deuxième trompette sur "Heartbreak Hotel" d'Elvis Presley et a fait équipe avec Dizzy Gillespie pendant plusieurs années avant de s'installer à Paris en 1957, où il a étudié avec la célèbre compositrice Nadia Boulanger.



Producteur des albums "Off the Wall", "Thriller" et "Bad"

Quincy Jones a aussi su s'imposer à Hollywood, où il a composé des musiques de films et d'émissions de télévision. Tout en composant ses propres succès, comme "Soul Bossa Nova", il a arrangé à un rythme effréné pour des dizaines de stars de l'industrie.

Mais il est aussi et surtout connu comme producteur des albums de Michael Jackson "Off the Wall", "Thriller" et "Bad".

"Quincy a tout fait. Il a été capable d'utiliser son génie pour le traduire dans n'importe quel type de son", avait déclaré le pianiste de jazz Herbie Hancock à la chaîne PBS en 2001.

"Il n'a peur de rien. Si vous voulez que Quincy fasse quelque chose, vous lui dites qu'il ne peut pas le faire. Et bien sûr, il le fera".

AFP et Reuters



## Brin d'histoire

Joseph-Désiré Mobutu et Léon Lobitsh (Kengo) à Mbandaka

Pour mieux comprendre l'histoire d'aujourd'hui, il faut retourner à Mbandaka des années 1940, qu'on appelait Coquilhatville. Au groupe scolaire de la ville, tenu par la congrégation des Frères des écoles chrétiennes, deux jeunes hommes ont sympathisé malgré leur écart d'âge. L'un s'appelle Joseph-Désiré Mobutu. De la tribu Nbandi, il est né le 14 octobre 1930 à Lisala. L'autre, c'est Léon Lobitsh, qui deviendra Léon Kengo, du nom de son grand-père maternel, Edouard Kengo. Nbandi aussi par sa mère, Léon Kengo est né le 22 mai 1935 à Libenge, dans l'actuelle province du Sud-Ubangi. Joseph-Désiré Mobutu, qui est un élève bouillant à l'école et sportif (gardien de but), joue un peu au protecteur de son petit Léon. Ils vont ensemble à la messe de 6h00 tous les matins. Après la messe, ils mangent des petits plats, dans un restaurant de quartier (gargote ou « malewa », dans le jargon kinois), chez Maman Amina. Leurs chemins se séparent en 1949 lorsque Joseph-Désiré Mobutu est enrôlé de force dans l'armée coloniale.

Devenu président de la République en 1965, JDM (C'était la signature de Joseph-Désiré Mobutu) nomme le 14 août 1968, son jeune protégé Léon Lobitsh, qui a obtenu un doctorat en Droit à l'Université Libre de Bruxelles (ULB), procureur général de la République.

### Ignace Moleka présente Franco Luambo au colonel Mobutu

Mais lorsqu'il était encore colonel de l'armée, au début des années 1960, un jour JDM rend visite à l'une de ses connaissances dans la commune de Dendale (actuelle commune de Kasa-Vubu), gérant du bar « Petit bois », propriété de sa mère. A l'emplacement actuel de l'église « la Louange ». L'ami de JDM s'appelle Ignace Moleka Liboke, le père de Timothée Moleka Nzulama, ancien gouverneur de Kinshasa, Albert Moleka, ancien directeur de cabinet d'Etienne Tshisekedi, Wivine Moleka, membre du gouvernement actuel, Daïda Moleka). Des années plus tard Ignace Moleka deviendra un homme d'affaires très prospère ; il a été, notamment, propriétaire et

constructeur de la cité Mont-Fleury à Kinshasa. Sur demande du colonel J.D. Mobutu, Ignace Moleka va lui présenter l'une des grandes vedettes de la musique congolaise qui jouait ce jour-là dans le bar « Petit bois ». C'est le célèbre Franco Luambo dit « De Mi Amor » de l'orchestre Ok Jazz. JDM était un grand fan. C'est ce jour-là que Mobutu et Luambo font connaissance et sympathisent. Franco Luambo est un artiste-musicien (auteur-compositeur, chanteur, guitariste de talent) fondateur en 1956 de l'orchestre Ok Jazz qui deviendra une véritable école de la rumba congolaise. Il est né le 6 juillet 1938 à Sona-Bata dans l'actuelle province du Kongo central.

### Le PGR Kengo fait arrêter et condamner Franco luambo

Le soir même, le PGR Kengo envoie deux inspecteurs judiciaires au concert de l'Ok Jazz où ils se fondent dans le public des mélomanes de Luambo. Ne se doutant de rien, Franco « De Mi Amor » se lance dans la prestation de ses deux chansons licencieuses (Hélène et Jacquie) devant un public étonnamment enthousiaste. Les deux inspecteurs judiciaires ont tout le temps nécessaire d'enregistrer toutes les insanités à caractère pornographiques proférées par les musiciens de l'Ok Jazz.

Le lendemain matin, les inspecteurs font rapport au PGR et lui font écouter les enregistrements en question. Choqué par ces paroles obscènes, Kengo signe sur le champ un mandat d'arrêt pour outrage aux bonnes mœurs contre Luambo Makiadi et certains de ses musiciens, parmi lesquels Josky Kiambukuta et Lutumba Simaro. Jugés sous la procédure de flagrance, Luambo et ses comparses sont condamnés à une année de prison ferme et transférés illico presto à la prison de Makala. Les deux chansons sont interdites d'exécution et de diffusion publiques. Le général Tuzuzu se plaint de Franco Luambo

En 1978, le procureur général de la République, Kengo wa Dondo, reçoit la visite impromptue du général Tuzuzu, chef de la sécurité militaire de la ville de Kinshasa. Cet officier supérieur est dans tous ses états. En colère, il interpelle le PGR : « Qui est Luambo Makiadi dans ce pays ? Il se permet de faire n'importe quoi en toute impunité, il n'est jamais inquiété ! ». Le PGR Kengo invite le général à se calmer et à lui expliquer le problème. Tuzuzu lui explique alors que depuis plusieurs jours, Luambo chante des chansons obscènes et des insanités en public dans son bar le "1,2,3" situé dans la commune de Kasa-Vubu. Le PGR Kengo lui demande s'il a des éléments sonores (des enregistrements) de ces chansons. Le général lui répond que non, mais que tout Kinshasa est au courant. Kengo remercie le général en lui promettant de mener des investigations.

Suite page 8





Suite page 7

Le Président Mobutu en colère et face à un dilemme

Dès son retour de voyage, le président Mobutu, très en colère contre le PGR, l'interpelle : « Citoyen PGR, comment avez-vous osé cela ? Comment avez-vous eu le culot d'arrêter et de faire condamner Franco sans même m'en parler ? ». Kengo explique alors au Président la flagrance du délit, certains spectateurs sortaient du concert médusés, les plaintes des voisins, etc. Il se devait de tout faire pour arrêter ses obscénités et ce scandale public. « J'ai donc agi en conséquence, Citoyen Président », conclut-il.

A ce moment, le président se trouve devant un dilemme. D'une part, s'il fait libérer Luambo, il portera atteinte au principe d'indépendance du Pouvoir judiciaire et il apparaîtra, devant l'opinion, comme celui qui encourage l'immoralité publique. D'autre part, s'il laisse Luambo croupir en prison, il va mécontenter ses nombreux fans qui sont autant de soutien à son régime. Il décide alors, malgré lui, de regarder ailleurs. Ainsi Luambo restera à Makala.

Le PGR Kengo manœuvre pour faire libérer Franco Luambo

Kengo wa Dondo, grand politicien, va trouver, deux mois plus tard, l'occasion de sortir le président Mobutu de l'embarras à propos de l'affaire Luambo. Marie-Antoinette Gbiatibwa, l'épouse du président Mobutu, plus connue sous le nom de Mama Sese, était décédée le 22 octobre 1977 en Suisse. Une année plus tard, le président Mobutu décide de transférer la dépouille mortuaire de sa défunte épouse à Gbado-Lité. Et le jour de ce transfèrement (le 16 octobre 1978) est déclaré « fête nationale ». Le PGR Kengo en profite pour proposer au président de la République la signature d'une ordonnance portant mesure de grâce en faveur d'un certain nombre de prisonniers condamnés à une peine maximale d'un an de prison. Dans la liste des bénéficiaires de cette mesure, le PGR glisse, intelligemment, les noms de Franco Luambo et de ses musiciens. Voilà comment, le 30 décembre 1978, Luambo Makiadi et ses compagnons quittent la prison de Makala.

Très fâché contre Kengo wa Dondo, Luambo Makiadi va malgré tout se tenir tranquille tout en ruminant sa vengeance. Attendant le bon moment.

La chute de Kengo wa Dondo

Un soir du mois de janvier 1980, Kengo wa Dondo rend visite, comme d'habitude, au président Mobutu chez lui au Mont-Ngaliema. Ils sont assis autour d'un feu de bois entrain de griller et de manger des brochettes.

En compagnie de Mama Kosia, la sœur jumelle de Maman Bobi Ladawa, la nouvelle compagne du président (ils vont officiellement se marier le 1er mai 1980, à la veille de l'arrivée du Pape Jean-Paul II à Kinshasa) et de Litho Moboti, le cousin du président Mobutu. Kengo est informé que Litho Moboti est le chef de fil de la croisade qui est lancée contre lui auprès du président de la république.

Et là, au détour d'une conversation, le chef de l'Etat informe Kengo qu'il a décidé de mettre un terme à ses fonctions de Procureur Général de la République. Kengo, surpris mais maître de ses émotions, lui répond simplement : « C'est vous qui avez donné, c'est vous qui reprenez. Nous n'avons ni acrimonie ni alacrité ».

Les effets de la chute de Kengo wa Dondo

Bien qu'il ait été prévenu de la décision, Kengo wa Dondo subira quand même de plein fouet trois chocs violents lorsque l'ordonnance présidentielle de sa « révocation » est publiée le 18 janvier 1980.

Premièrement, la publicité qui est donnée à l'ordonnance. Cette décision présidentielle est lue en boucle à la télévision et à la radio nationales, publiée et commentée dans tous les journaux. Deuxièmement, c'est l'arrêt brutal des appels téléphoniques. Le premier jour, il avait cru que son téléphone était tombé en panne. Après, il s'est rendu compte que les gens lui avaient simplement tourné le dos après sa chute. Troisièmement, enfin, c'est ce « voyou » de Franco Luambo Makiadi qui, opportuniste, sort une chanson intitulée « Tailleur », dans laquelle il se réjouit de sa déchéance. La chanson a eu tellement de succès, qu'elle est considérée encore aujourd'hui comme « l'hymne national » de tous les aigris et autres rancuniers.

Léon Kengo, l'animal politique Mais Léon Kengo wa Dondo, le fils du docteur Michel Lobitsh et de Marie-Claire Mukanda, petit-fils du Sergent Edouard Kengo, héros de la Force Publique durant la première guerre mondiale, abandonné de tous, n'a pas dit son dernier mot. Il reviendra sur le devant de la scène politique après sa traversée du désert. En effet, grâce à ses trois atouts majeurs (son intelligence pratique, sa rigueur dans le travail, sa connaissance pointue de la personnalité du président Mobutu qu'il côtoie depuis leur adolescence à Mbandaka), il va rebondir, dans un premier temps, comme ambassadeur plénipotentiaire à Bruxelles ; ensuite, il occupera à trois reprises le poste de premier ministre (record jamais battu jusqu'à ce jour dans l'histoire de la RDC, si pas d'Afrique). Franco Luambo Makiadi et ses semblables n'ont qu'à bien se tenir !



A suivre...  
Thomas LUHAKA LOSENDJOLA





## HOMMAGE

### MAMAN INZIA

Nous avons le plaisir de vous inviter à une journée culturelle et gastronomique en hommage à la pionnière de la gastronomie congolaise, qui l'a marquée de son empreinte avec ses restaurants INZIA, entre Kinshasa et Bruxelles. Cette journée sera l'occasion de célébrer son héritage culinaire et culturel, tout en rendant hommage à son incroyable parcours et à sa passion pour la cuisine.



Date: 30.11.2024

Heure: 11:30 AM - 5:30 PM

Lieu: MUSÉE DE L'AFRIQUE CENTRALE Chaussée de Louvain 13, 3080 Tervuren.

Réservations & infos: +32(0)465.86.93.74 / mamainzia@gmail.com





## Gabon : le général Brice Oligui lance la construction de la route stratégique



Le président de la transition du Gabon, le **général** Brice Oligui Nguema a procédé au lancement des travaux de construction de la route stratégique, Ndendé-Doussala.

Le lancement de ces travaux tant attendus sur le corridor Libreville-Brazzaville a eu lieu le jeudi 31 octobre 2024. Ce projet de grande envergure devrait permettre de relier grâce à une route bitumée, toutes les capitales des pays de l'Afrique centrale.

Cette initiative ambitieuse vise à accélérer l'intégration régionale dans cette zone du continent africain.

Notons qu'une toute première route de ce type a déjà été construite en Afrique centrale.

Cette première route, relie la capitale gabonaise, Libreville, à la capitale camerounaise, Yaoundé.

La construction de cette voie Libreville-Yaoundé a été possible grâce à un financement de l'Union européenne.

Quant à la nouvelle route en gestation, qui devrait relier Libreville à Brazzaville, la capitale congolaise, elle a bénéficié d'un financement de la Banque africaine de développement (BAD).

Selon les informations, ce financement accordé au Gabon et au Congo-Brazzaville, devrait permettre de réaliser le projet en deux phases.

« La première concerne le bitumage des tronçons d'extrémité Ndendé-Doussala-Rivière Ngongo (49Km, du côté gabonais) et Kibangou-Dolisie (93Km, du côté congolais).

La seconde phase permettra de réhabiliter en terre le tronçon intermédiaire Kibangou-Ngongo(130Km, Congo) pour assurer la continuité du trafic ».

En plus de relier les capitales de l'Afrique centrale, ce projet

permettra également de

réduire considérablement, les

coûts d'acheminement

des marchandises importées et

exportées afin d'accroître leur

degré de compétitivité aussi

bien sur le marché local que sur le

marché international.

## L'Assemblée nationale, mauvais élève en matière de réduction du train de vie des institutions

L'Assemblée nationale ne donne pas le bon exemple en matière de réduction du train de vie des institutions. En effet, bien que les articles 255 et 256 de son règlement intérieur fixent à 208 le **nombre** de ses personnels affectés, le projet de loi des finances prévoit la rémunération de 2 756 personnes.

Cet énorme dépassement des effectifs représente une charge salariale de 12 millions de dollars (soit environ 35 milliards de francs congolais). Comme quoi la réduction du train de vie des institutions ne reste encore qu'un vœu pieux.

Par ailleurs, d'autres dépenses jugées prioritaires par les députés, telles que la construction d'un centre de santé destiné à eux pour un montant de 6,7 millions de dollars, suscitent l'incompréhension. Surtout lorsqu'on sait que les hôpitaux

publics sont sous-financés et que bon nombre de députés préfèrent se faire soigner à l'étranger. Cette situation soulève la question de la gestion des priorités au sein des institutions publiques. Alors que des secteurs essentiels sont en crise, l'Assemblée nationale continue à gonfler ses effectifs et à privilégier des dépenses non essentielles, au détriment du bien-être de la population.



### Grève des pharmaciens à Kinshasa :

## Le gouvernement provincial appelle les grévistes au dialogue

Le gouvernement provincial de Kinshasa, par le biais de son ministre de la santé, Patricia Ngongo, appelle les tenanciers des pharmacies à la retenue. Patricien Gongo rassure la disponibilité du gouvernement provincial à dialoguer et proposer des solutions aux problèmes soulevés.

Il a, en outre, rappelé que le moratoire annoncé, dont l'expiration est intervenue il y a quelques jours, avait été discuté notamment avec les membres de l'ordre des pharmaciens. Patricien Gongo informe qu'au sein de son cabinet figure un cadre de concertation, pour gérer au mieux ce dossier.



Quant aux revendications faites par les tenanciers des pharmacies sur le salaire arrêté pour 600\$ mensuel, le ministre précise qu'il s'en tient aux textes en vigueur. Ce dernier rappelle cependant que des arrangements ont également été pris pour que les frustrations ne s'observent pas sur toute l'étendue de la République.

Cet appel fait suite au mouvement de grève décrété depuis lundi 04 novembre sur toute l'étendue de la ville par l'APROPHACO -Association des propriétaires des pharmacies du Congo-. Ce mouvement devrait s'étendre jusqu'au mercredi 06 novembre. Ces derniers sollicitent l'implication du Chef de l'État, Félix Tshisekedi, garant du bon fonctionnement des institutions, pour des solutions durables.

Grevisse Tekilazaya



## Révision constitutionnelle :

# Procès d'intention, manque de pédagogie et déficit de communication

L'opinion publique et la classe politique sont dans la tourmente provoquée par l'annonce de la révision constitutionnelle faite par le président de la République Félix Tshisekedi lors de son séjour à Kisangani.

Les avis sont partagés et les esprits sont à fleur de peau lorsqu'on évoque le sujet.

Ce sujet à controverse, qui est une affaire des spécialistes, s'invite dans la rue et ouvre la voie à diverses interprétations.

Tellement passionnante, l'éventualité de la révision constitutionnelle divise même les spécialistes en la matière voire même certains se dédisent sur l'opportunité de ladite révision alors qu'hier ils avaient émis des avis contraires.

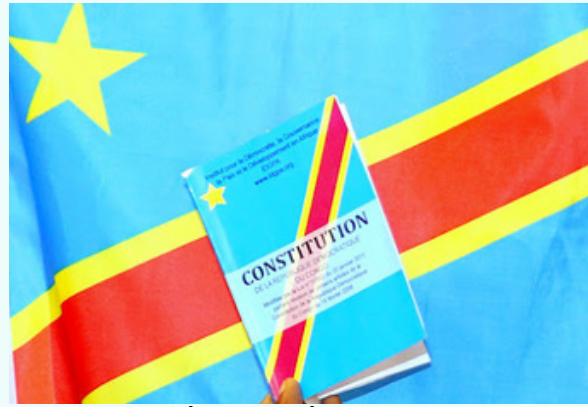
Qu'est ce qui oppose diamétralement les deux camps ? Sans nul doute le soupçon de réviser les articles verrouillés pour faire profiter au président de la République d'un mandat supplémentaire.

En suivant les propos du chef de l'Etat, il a clairement élucidé cette question bottant en touche les rumeurs sur la révision de l'article 220 qui nécessite un référendum pour son adoption.

Pour ainsi dire qu'on lui fait un procès d'intention alors que ce n'est pas le cas.

Mais pourquoi tant de controverse autour des matières qui sont réglées par la constitution ? Certainement à cause du manque de pédagogie dans la démarche. Partout ailleurs on amande des constitutions sans trop faire de bruits à l'instar chez nous des révisions opérées par le président Kabila sur le mode de scrutin présidentiel à un tour et le statut du sénateur à vie.

Dans le cas d'espèce, on a mis là charrue devant les boeufs. Avant même l'annonce d'une éventuelle révision constitutionnelle, le secrétaire général de l'Udps, Augustin kabuya, est allé en campagne sans même informer leurs partenaires de l'Union sacrée de la nation. En plus, les raisons évoquées pour ce faire ne sont pas très convaincantes à l'instar de la constitution faite par des étrangers et le blocage du fonctionnement des institutions.



Comme le président Félix l'a si bien dit, on devait commencer par la mise en place d'une commission composée des experts pour élaborer l'ébauche des amendements. Une fois rédigée, elle fera l'objet d'un débat au niveau du gouvernement et ensuite envoyer au parlement pour débats et adoption afin qu'elle soit promulguée par le président de la République. C'est vraiment du classique mais certains politiciens ou intellectuels en ont fait leurs tasses de thé. Avant même d'être consultés, certains font même courir des ébauches de révision constitutionnelle à travers les réseaux sociaux. L'autre écueil est le déficit de communication dans le camp du pouvoir. On a constaté la contradiction dans les déclarations de certains

membres du gouvernement alors qu'ils devaient avoir un même entendement sur le vœu du président de la République à réviser certaines dispositions constitutionnelles. Il est presque temps que le président de la République apaise l'opinion publique en clarifiant les modifications qu'il veut apporter sur la constitution de 2006 pour la bonne marché des institutions de la République.

Herman Bangi Bayo



# Le téléphone portable va disparaître, voici la nouvelle technologie qui le remplacera

Le téléphone portable va disparaître dans quelques années selon Mark Zuckerberg qui a révélé la nouvelle technologie qui le remplacera.

Du téléphone portable au smartphone, le marché des téléphones a beaucoup évolué ces dernières années.

Apparemment, le changement a surtout opéré depuis la pandémie de COVID-19 en 2020. En effet, les grandes marques, comme Samsung et Apple, ont entre temps lancé de nouvelles gammes.

Par ailleurs, en janvier 2024, des experts ont prédit que les smartphones allaient disparaître dans les prochaines décennies. Contrairement à eux, le fondateur de Meta, Mark Zuckerberg, prévoit leur disparition précoce.



Baisse de la production du téléphone portable en 2023

Le marché du téléphone portable traverse actuellement une crise. Selon les précisions de Presse Citron, les expéditions de smartphones ont en effet baissé de 3,2 % en 2023.

Côté production, d'après TrendForce, il y a également eu une réduction de 19,5 % sur la même année. Il semblerait que les constructeurs ont atteint un plafond de verre, comme l'a précisé Tom's Guide.

Il faut préciser que les experts ont déjà remarqué cette tendance à la baisse depuis 2022. Et la baisse de ventes touche surtout les téléphones portables abordables. En revanche, les smartphones haut de gamme continuent à bien se vendre. D'ailleurs, ceux à plus de 460 euros ont vu une légère hausse de 4,7 % en 2023.

Cela dit, Mark Zuckerberg, PDG de Meta, s'est montré clair sur le fait que cette technologie va bientôt disparaître. Laissant place à un nouveau gadget encore plus innovant.

En 2012, Meta a sorti des smartwatches, visant à remplacer les téléphones portables. Le groupe américain a surtout misé sur la petite taille et le design discret du dispositif. Mais cela n'a pas abouti, sachant qu'ils n'ont toujours pas détrôné les smartphones 12 ans plus tard. Toutefois, les premières montres connectées sont restées des gadgets sportifs.

Traversant une nouvelle ère, Meta a lancé le Ray-Ban Stories en 2022, des lunettes intelligentes. Et il s'avère que Mark Zuckerberg a assuré qu'elles deviendront la prochaine « grande plate-forme informatique ».

« Il arrivera un moment où votre smartphone sera dans votre poche plus longtemps qu'il ne le sera à l'extérieur, je pense que cela se produira au cours des années 2030 », a confié le fondateur de Meta.

Outre son design élégant, le Ray-Ban Stories a su séduire les utilisateurs par son appareil photo de 5 mégapixels. Ces futurs remplaçants du téléphone portable s'avèrent également dotés de deux haut-parleurs et de 3 microphones.

Un excellent démarrage pour la nouvelle technologie de Meta

En sortant la génération plus avancée du Ray-Ban Stories, le Ray-Ban Meta, il faut dire que Mark Zuckerberg a eu une surprise. Traversant les frontières américaines, le succès des lunettes intelligentes est parvenu jusqu'en Europe. Aussi, le produit s'avère le plus vendu dans plusieurs boutiques dans le monde.

« Pour vous donner une idée, dans 60 % des magasins Ray-Ban en Europe, dans la région EMEA, Ray-Ban Meta est le best-seller de ces magasins », a précisé le dirigeant de Meta. Selon les rumeurs, à part Apple et Meta, d'autres grandes enseignes ont aussi décidé de développer leur propre modèle. Cependant, il reste à découvrir si les lunettes intelligentes Meta vont réellement remplacer les téléphones portables d'ici 2030.





## Le Real Madrid sombre face à l'AC Milan, Mbappé encore en échec

C'était 'le match d'après' pour le Roi d'Europe et ses stars, Kylian Mbappé et Vinicius Junior. Après la gifle reçue dans son mythique stade face au grand rival barcelonais (4-0), marquée par le manque cruel d'efficacité de l'attaquant français, pris huit fois hors-jeu.

Après, aussi, le boycott polémique de la cérémonie du Ballon d'Or, qui a échappé au Brésilien, pourtant favori. Après, enfin, une semaine noire, avec les inondations meurtrières dans la région de Valence, qui ont provoqué une vague d'émotion - et de colère - partout en Espagne.

Mais les 'Merengues', qui comptaient sur cette affiche de prestige entre les deux clubs les plus titrés de l'histoire de la Ligue des champions (7 pour Milan, 15 pour le Real) pour se relancer, ont à la place confirmé tous les doutes entourant leur niveau depuis le début de saison, loin de leur impressionnant triplé (Liga, C1, Supercoupe d'Espagne) de l'an dernier bouclé avec seulement 2 défaites en 54 matches.

Dépassés face à des Milanais entreprenants et qui ont su profiter des (immenses) espaces laissés entre les lignes, les hommes de Carlo Ancelotti en comptent donc déjà trois en à peine seize rencontres disputées. Assez pour plonger le club madrilène dans la crise.

Reijnders éteint le Bernabéu

Après une minute de silence émouvante en hommage aux sinistrés, avec un drapeau de la communauté de Valence déployé sur toute la tribune présidentielle du Bernabéu, et un message sur les maillots des deux équipes "nous sommes tous Valence", le Real n'est jamais vraiment rentré dans la partie malgré un Kylian Mbappé remuant, qui a tenté d'entrée de combiner avec son compère d'attaque Vinicius.

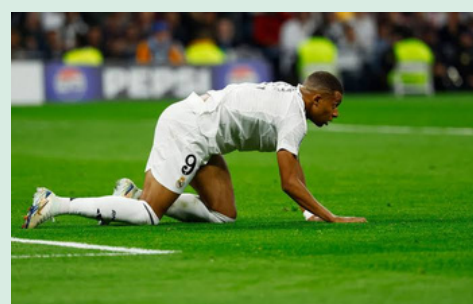
Les Milanais, venus défier le géant madrilène sans complexe malgré un début de saison mitigé (7ème de SerieA, et deux défaites en C1), ont à l'inverse pris les rênes de la rencontre, emmenés par un très bon Tijjani Reijnders, intenable au milieu de terrain.

Sur un corner parfaitement tiré par l'Américain Christian Pulisic, le défenseur central allemand Malick Thiaw a jeté un premier froid dans le stade (12ème, 1-0), avant l'égalisation, sur un pénalty généreux de Vinicius, qui a trompé le gardien de l'équipe de France Mike Maignan d'une panenka (23ème, 1-1).

Ce fut la seule fois où l'ancien portier lillois, impérial à plusieurs reprises (13ème, 44ème, 77ème) pour mettre en échec Mbappé, son coéquipier en Bleus, a été pris à défaut, malgré un deuxième but merengue refusé pour hors-jeu (81ème).



Les Italiens, auteur d'un match quasi-parfait, ont repris l'avantage juste avant la pause par l'inévitable Alvaro Morata, qui a bien suivi une frappe en pivot du bPortugais



Rafael Leao pour doucher son club formateur et répondre aux sifflets (39ème, 2-1).

Leao, ex-Lillois également, a ensuite fait parler sa vitesse pour déposer Lucas Vazquez et servir en retrait Reijnders, serein pour plonger le Bernabéu dans un profond silence en ajustant Lunin

du gauche, et couronner une prestation de haut niveau (73ème, 3-1). Les supporters 'merengues' ont bien cru à une nouvelle 'remontada', comme face à Dortmund (5-2) lors de la précédente journée, mais elle n'a cette fois pas eu lieu.

Le "Mister" Carlo Ancelotti, qui retrouvait mardi l'autre club de sa vie, a de sérieux problèmes à régler, à commencer par une défense méconnaissable (neuf buts encaissés sur ses trois derniers matches) et un manque criant d'équilibre depuis le départ à la retraite du métronome allemand Toni Kroos.

